

PÉROU



D 2243 • Pe12
16-30 septembre 1998

MOTS-CLEFS
Dette
Développement
Ajustement structurel
Pauvreté

Diffusion de l'information sur l'Amérique latine

DIAL • 38, rue du Doyenné - 69005 Lyon - France - Tél. 04 72 77 00 26 - Fax 04 72 40 96 70

À propos de la dette extérieure, obstacle au développement :

“PAYER, C’EST MOURIR ET NOUS VOULONS VIVRE !”

La question de la dette extérieure des pays latino-américains (cf. DIAL D 2192), notamment celle du Pérou, est présentée dans ses dimensions et mécanismes divers grâce à ce document pédagogique publié par la revue péruvienne Signos, 27 mai 1998.

Bien que les dettes que l'on contracte dans la vie ordinaire doivent être remboursées, la dette des pays d'Amérique latine et du tiers-monde est devenue pratiquement impayable, car la rembourser signifierait sacrifier le développement futur de leurs peuples. La dette extérieure a augmenté principalement à cause de la hausse des intérêts. Autrement dit : ce qui a déjà été payé est largement supérieur à ce qui a été prêté.

Dans les 10 dernières années, la dette du tiers-monde a doublé, passant de 900 milliards de dollars en 1986 à 1 934 milliards en 1997. En Amérique latine la dette, due à des taux d'intérêt élevés, a augmenté dramatiquement : en 1980, la dette extérieure des pays latino-américains était de 300 milliards. 400 milliards ont été payés et cependant 600 milliards de dollars doivent encore être remboursés.



Remettre la dette - C'est la seule issue pour que nous ne mourrions pas de faim.

SOMMAIRE

- > **PÉROU** : À propos de la dette extérieure, obstacle au développement : “Payer, c'est mourir et nous voulons vivre !” (1-3)
- > **MEXIQUE** : Les autorités civiles du Chiapas s'approprient 40 églises (9-12)
- > **COLOMBIE** : Les Communautés de paix (5-7)
- > **BRÉSIL** : Lettre au peuple brésilien (13-14)

Depuis 1982 (année pendant laquelle a éclaté la crise de la dette) et jusqu'en 1997, l'Amérique latine a payé au titre des intérêts et des amortissements 740 milliards de dollars, c'est-à-dire un chiffre beaucoup plus important que la dette actuelle, ce qui est autant de perdu pour affronter la pauvreté croissante. Vue de cette manière, avec la dureté et la sécheresse des chiffres, l'expression suivante : "Payer, c'est mourir. Nous voulons vivre" est compréhensible.

Depuis quand nous endettons-nous?

La dette extérieure publique péruvienne en novembre 1997 a atteint 18 milliards 774 millions de dollars, avec l'évolution suivante sur les 27 dernières années, selon les données de la BCR¹:

1970 : 3 milliards 713 millions de dollars

1975 : 6 milliards 257 millions de dollars

1980 : 9 milliards 595 millions de dollars

1985 : 13 milliards 877 millions de dollars

1990 : 19 milliards 195 millions de dollars

1994 : 22 milliards 500 millions de dollars

1996 (août) : 26 milliards 667 millions de dollars

1997 (novembre) : 18 milliards 774 millions de dollars

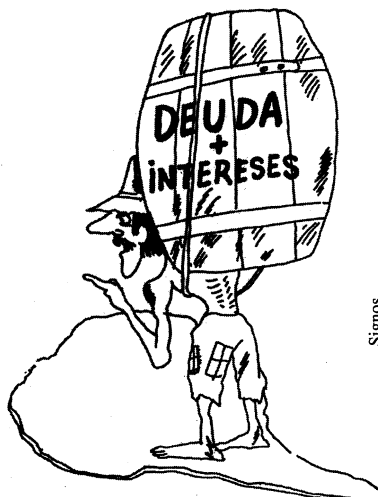
Au sujet de cette évolution il convient de dire que si la dette a baissé en 1997, cela est dû au rachat de bons et à l'échange d'anciens bons contre de nouveaux que fit le gouvernement péruvien avant la signature de l'accord Brady².

1. Banque centrale de réserve du Pérou (NdT).

2. Nicolas Brady, secrétaire d'État du Trésor des États-Unis proposa en 1989 (Plan Brady) d'échanger les créances des banques américaines et européennes sur certains pays en bons commercialisables sur le marché financier. Ces bons de longue durée (10 à 30 ans) portent des intérêts et sont garantis (généralement par des cautions maintenues à la Federal Reserve Bank de New York) ; les États qui les ont émis doivent les rembourser à l'échéance. Le Mexique a été le premier à bénéficier de cette facilité en 1990. Les banques ont été les principaux bénéficiaires de ce mécanisme qui assure la sécurisation des dettes mais les pays émetteurs de bons Brady ont aussi profité d'une réduction de leurs dettes (NdT).

D'autre part, il faut ajouter à la dette extérieure publique la dette extérieure privée qui atteint approximativement 8 milliards de dollars.

Le problème de la dette des pays sous-développés trouve son origine pour une grande part dans les changements défavorables qui eurent lieu entre le moment de la demande d'emprunt pour acheter un produit ou un service ou pour réaliser un investissement et le moment de rembourser le capital et les intérêts.



Signos

La dette + les intérêts

Parmi les nombreux pays endettés, certains n'utilisèrent pas convenablement les emprunts et l'argent fut utilisé de manière improductive par les gouvernements et les entreprises. Il y eut en plus deux facteurs importants : les conditions du marché mondial ont changé (les prix des matières premières que les pays pauvres vendaient ont baissé et les intérêts des emprunts internationaux ont monté) et la fragilité économique et politique des pays endettés s'est accrue.

Prenons le cas du Pérou, à partir des années 50, notre souhait d'un développement national nous a amenés à proposer un changement et à passer d'un modèle exportateur de matières premières à un nouveau modèle, celui de la substitution d'importations. On a pensé qu'avec ce changement le progrès viendrait tout seul, qu'il suffirait de quelques années pour être à l'abri et attendre que le progrès vienne forcément.

Depuis la fin des années 60, l'excès de dollars déposés dans les pays riches a

conduit à l'endettement de ce que l'on a appelé le tiers-monde. Cet excès provint des "pétrodollars" produit par les membres de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP), principalement arabes. Les banques des pays riches se sont demandé : "Que faire avec tant d'argent en caisse ? Le mieux est de le prêter." Les principaux clients furent les pays sous-développés et les crédits se négociaient à des taux d'intérêt très bas.

Pendant en 1973 commença la "crise du pétrole" pour les pays importateurs, c'est-à-dire pour la majorité des pays industrialisés. Le prix du baril du pétrole fut multiplié par quatre. Alors, une fois de plus, les pays riches se déchargèrent d'une grande partie de leur crise sur les pays pauvres, en augmentant les taux d'intérêt des crédits, en faisant chuter le prix des matières premières et en réduisant le nombre de prêts accordés à ces pays.

Que s'est-il passé avec les intérêts ?

Quelque chose de très important est à prendre en compte dans le problème et la négociation de la dette, ce sont les taux d'intérêt. Les institutions qui prêtent l'argent étouffent les emprunteurs en augmentant les taux. Ceux-ci sont passés de 3 % en 1973 à 10 % en 1974 et à 16,6 % en 1981. À cette date, les intérêts ont continué de monter, en accord avec la politique des emprunts de chaque organisme qu'il fût multilatéral (Banque mondiale, Fonds monétaire international, Banque interaméricaine de développement) ou bilatéral (Club de Paris, Russie, Europe orientale, etc.) Les taux d'intérêt se situaient entre 7 et 8 % en 1995, alors que le taux d'intérêt international était aux alentours de 6 % pour la même période.

Les pays qui obtinrent des prêts internationaux constatèrent qu'ils ne pouvaient pas réellement payer les crédits et encore moins les intérêts qui augmentaient. Les prix de leurs produits, des matières premières comme le café, l'or, le cuivre, le fer et la pêche chutèrent notablement sur le marché international, provoquant la diminution de leurs revenus dans les mêmes proportions.

Face au problème de leurs emprunts, les pays endettés demandèrent plus de temps pour rembourser. Les créanciers leur concédèrent cette grâce (en prolongeant tout simplement les délais) mais en y ajoutant quelques conditions, comme la réalisation d'un ajustement sévère de leur économie ; ce fut le cas du Fonds monétaire international (FMI). La recette qui fut appliquée peut se résumer ainsi: "Augmentez vos recettes et dépensez moins, de manière à payer dans les délais la dette contractée."

De plus, les gouvernements des pays du tiers-monde se sont mis d'accord avec les organismes internationaux sur les points suivants:

1. Vendre les entreprises publiques pour que l'État se libère de la charge que supposait le maintien de ces entreprises souvent non rentables.
2. Ouvrir le marché national aux producteurs étrangers. Ceci impliquait l'annulation des politiques de protection du marché intérieur ou national face à la production étrangère et l'exercice du libre commerce sans augmentation des charges pour les importateurs.
3. Réduire les dépenses de l'État : diminuer les investissements sociaux (éducation, santé, logement, emploi), supprimer les aides et les crédits accordés par exemple à l'agriculture par la banque de développement.
4. Percevoir plus d'impôts et augmenter le nombre des personnes imposables. On applique la devise : "fiscaliser, c'est favoriser le développement", mais en réalité c'est : "fiscaliser plus pour payer la dette."

Les conséquences

1. Les subventions pour les aliments de base ont été supprimées, le prix du blé, du lait, etc. a augmenté.
2. Le salaire réel des travailleurs a chuté et jusqu'à maintenant il n'a pas été réajusté. On travaille toujours plus et on gagne moins.
3. De nouvelles maladies sont apparues à cause des changements climatiques brusques ou des épidémies non éradiquées. Rappelons-nous le choléra qui a commencé en 1991 et le phénomène El Niño en 1983. Le coût de la santé et des médicaments a augmenté.
4. Les enfants qui ne vont pas à l'école sont nombreux. Pour des parents, investir dans l'éducation est presque un luxe. S'ils investissent peu dans la nourriture de base, d'ailleurs peu nutritive, ce n'est pas pour dépenser plus dans l'éducation des enfants.
5. Presque toutes les entreprises de service public passent dans les mains du privé, améliorant leurs services dans quelques cas, mais accroissant leurs prix et leurs tarifs. C'est le cas de la lumière, du téléphone, de l'eau et des égouts.
6. De plus en plus de gens passent de l'économie formelle à "l'économie informelle". C'est ainsi que s'accroît le nombre de marchands ambulants qui doivent entrer en concurrence les uns avec les autres pour un tout petit revenu.

Les actions de diverses organisations

Le Jubilé que l'Église a convoqué pour l'an 2000 parie pour le début d'un nouveau millénaire sans dette pour 1 milliard de personnes. Cette année le

Pérou doit payer comme dette extérieure près de 2 milliards de dollars, à peu près l'équivalent de l'impact estimé du désastre du phénomène El Niño. S'il arrêta de payer, il pourrait investir dans la reconstruction du Pérou. C'est pourquoi, il faut, avec le Jubilé, faire avancer l'idée du non-paiement ou de la réduction de la dette extérieure précisément dans les lieux où on a souffert le plus des assauts d'El Niño, que ce soit à Piura, Tumbes, Ica, Lambayeque, Ancash, La Libertad, etc.

La proposition de rééchelonner et d'échanger la dette contre des investissements sociaux fut faite par un collectif d'institutions dont font partie l'Église et d'autres organisations de la société. Cela fait deux mois qu'ils ont appelé l'attention des autorités nationales et internationales pour que l'on puisse échanger le paiement de la dette extérieure de cette année contre la reconstruction des villages touchés par El Niño. D'autres institutions ont également insisté auprès des créanciers sur la nécessité de la remise de la dette. Puissent-ils être entendus dans cette tentative ! Remettre la dette est une nécessité pour les peuples pauvres afin d'aller avec réalisme vers le développement.

Traduction DIAL.

En cas de reproduction, mentionner la source DIAL.